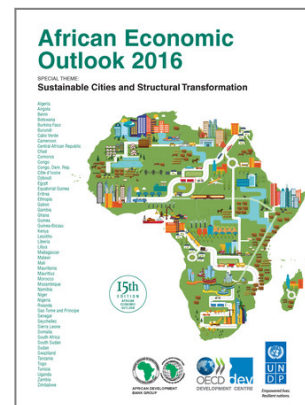


# OECD *Multilingual Summaries*

## African Economic Outlook 2016

### Sustainable Cities and Structural Transformation

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/aeo-2016-en](https://doi.org/10.1787/aeo-2016-en)

## Perspectives économiques en Afrique 2016

### Villes durables et transformation structurelle

Résumé en français

L'édition 2016 des Perspectives économiques en Afrique analyse les progrès du continent sur le plan économique et social et en matière de gouvernance, et souligne les perspectives encourageantes à court terme. Le coup de projecteur de cette édition sur les villes durables et la transformation structurelle est l'occasion d'examiner les différentes trajectoires d'urbanisation et de montrer comment elles affectent la réallocation progressive des ressources vers des activités plus productives.

Malgré la morosité de la conjoncture internationale, le repli des cours des produits de base et, dans certaines régions, des conditions météorologiques peu favorables, la croissance économique de l'Afrique a bien résisté en 2015 : le PIB en volume a progressé au rythme moyen de 3,6 %, soit plus que la moyenne mondiale (3,1 %) et deux fois plus vite que dans la zone euro. L'Afrique confirme ainsi sa deuxième place dans l'économie mondiale pour la rapidité de sa croissance, derrière les pays d'Asie émergents, et plusieurs pays africains se placent en haut du classement. Les prévisions présentées dans cette édition tablent sur une reprise progressive en Afrique sur la période 2016 et 2017 – pour autant que l'économie mondiale redémarre, et que les cours des produits de base se redressent progressivement. Les incertitudes entourant la conjoncture internationale et la volatilité extrême des cours fragilisent néanmoins ces prévisions.

Plusieurs facteurs intérieurs ont sous-tendu la résilience africaine et permis aux pays de mieux affronter les vents contraires. Côté offre, des conditions météorologiques favorables à l'agriculture ont dopé la croissance dans certains pays, même si la sécheresse et les inondations ont pénalisé l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est. Dans les pays riches en ressources, la croissance s'est tassée, l'investissement et les dépenses publics étant plombés par la chute des cours des produits de base. Dans plusieurs pays, l'essor de l'activité manufacturière achoppe toujours sur des problèmes récurrents d'alimentation électrique. Côté demande, la consommation privée et les investissements dans le secteur de la construction sont restés les deux grands ressorts de la croissance, signe qu'ils ont relativement bien résisté aux chocs extérieurs. Mais la langueur de la demande mondiale a freiné la progression des exportations africaines, de minerais et de pétrole notamment, tandis que les attentats terroristes et les problèmes de sécurité dans certains pays ont eu des effets préjudiciables sur le tourisme.

Dans de nombreux pays, les pressions budgétaires s'intensifient, ce qui impose plus que jamais de maintenir l'endettement à un niveau soutenable. Globalement, les gouvernements continuent de faire preuve de prudence, limitant les dépenses et améliorant le recouvrement des impôts. La dépréciation rapide des taux de change et l'affaiblissement des balances courantes ont attisé l'inflation importée, d'où la décision dans les pays touchés de durcir la politique monétaire pour atténuer les pressions inflationnistes. Dans certains cas, la baisse du prix de l'énergie a bridé l'inflation, libérant un espace supplémentaire pour assouplir la politique monétaire et, en abaissant les taux d'intérêt, relancer la croissance.

En 2015, les apports financiers nets à l'Afrique devraient être de l'ordre de 208 milliards de dollars, en repli de 1.8 % par rapport à 2014. Si l'aide publique au développement a augmenté, les transferts des migrants, stables, y occupent toujours la première place. Les émissions d'obligations souveraines se sont multipliées, malgré des taux d'intérêt en hausse, reflétant un besoin général de ressources dans les pays émetteurs. Mais les investissements directs étrangers dans les filières du pétrole et des métaux ont plongé, le secteur des industries extractives étant touché de plein fouet par la chute des cours. Les investissements nets de portefeuille et les crédits des banques commerciales se sont taris, sous l'effet du resserrement de la liquidité mondiale et d'une certaine méfiance des marchés. Le crédit commercial bilatéral a lui aussi souffert de l'essoufflement de la croissance dans les grandes économies émergentes. Les politiques publiques doivent désormais s'efforcer de stabiliser les sources actuelles de financement et d'en mobiliser de nouvelles pour soutenir les infrastructures, la formation et l'emploi.

Les performances de l'Afrique de ces 15 dernières années ont ouvert de nouveaux débouchés commerciaux. L'Union européenne devrait rester le premier partenaire commercial du continent. En outre, l'accord de libre-échange tripartite envisagé entre trois des principaux blocs commerciaux africains pourrait, en élargissant la taille du marché, se traduire par des retombées économiques positives. À condition que les gouvernements confortent les réformes structurelles et réglementaires et oeuvrent à la stabilité macroéconomique, cet accord pourrait réduire les écarts de revenus entre pays africains et favoriser l'intégration financière régionale. Il conviendra par ailleurs d'accorder aux banques panafricaines un rôle plus important dans le financement du commerce, d'accroître la liquidité des places financières et d'attirer de nouvelles sources de financement en appui aux échanges intrarégionaux.

Les progrès en termes d'éducation, de santé et de niveaux de vie se poursuivent, mais ils sont trop lents. Les inégalités entre pays, à l'intérieur des pays et entre hommes et femmes constituent autant d'entraves, tout comme le manque de débouchés pour les jeunes, la faiblesse de la transformation structurelle, surtout dans les secteurs où sont concentrés les groupes marginalisés (agriculture, économie informelle) et le manque d'engagement, en dehors de la sphère politique, en faveur des programmes pour l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes. Les Agendas 2030 et 2063 rendent parfaitement compte de l'ampleur du défi du développement humain face à une population toujours plus nombreuse et mobile.

L'urbanisation de l'Afrique contribue certes au développement humain, mais pas pour tout le monde. Les nouvelles stratégies doivent donc s'attaquer à la pauvreté urbaine grandissante. Les tensions entre groupes sociaux, sous-tendues par l'exclusion économique, politique et sociale, ne seront résolues que dès lors que chaque citoyen sera assuré de pouvoir subsister à ses besoins et d'accéder à des services de qualité. À charge aussi, pour les gouvernements, d'assurer la sécurité, promouvoir les droits de l'homme et protéger les membres les plus vulnérables de la société. Face à des citoyens qui revendiquent avec toujours plus de force de meilleures opportunités économiques et des institutions plus crédibles et plus responsables, ce sont là des conditions impératives. Une réponse adaptée passe par des politiques réglementaires solides et des services publics efficaces. Plusieurs pays ont montré l'exemple et ouvert la voie pour atteindre les objectifs de développement, comme en témoignent la transition politique réussie au Burkina Faso en 2015, le prix Nobel de la paix attribué à un quartet d'organisations tunisiennes ou les réformes réussies du système de santé dans plusieurs autres pays.

L'urbanisation rapide de l'Afrique représente une formidable opportunité, pour les citadins comme pour le développement rural. Les deux tiers des investissements nécessaires dans les infrastructures urbaines à l'horizon 2050 n'ont pas encore été effectués, de sorte que les dirigeants africains disposent d'une réelle marge de manoeuvre pour faire des villes du continent les moteurs d'une transformation structurelle durable. La création d'emplois productifs pour la masse croissante de citadins doit être un objectif central. Ces nouvelles politiques de la ville, nationales et locales, ont un triple rôle à jouer : pour le développement économique, en renforçant la productivité agricole, l'industrialisation et les services ; pour le développement social, avec des logements plus sûrs et accessibles à tous et des filets de sécurité sociale plus solides ; et pour la gestion de l'environnement, via l'atténuation des effets du changement climatique, des solutions pour remédier aux pénuries d'eau et d'autres ressources naturelles, le contrôle de la pollution atmosphérique, des systèmes de transport public propres, une collecte des déchets optimisée et un meilleur accès à l'énergie. Cela exige d'augmenter les investissements dans les infrastructures urbaines, de resserrer les liens avec le monde rural, d'adapter le marché immobilier formel à la demande de logements, de contrôler l'étalement urbain et de concevoir des systèmes de transport de masse en ville et entre les villes. Ces nouvelles politiques devront être adaptées aux réalités diverses de l'Afrique urbaine, mobiliser des instruments de financement novateurs pour le développement de villes durables et

être mises en oeuvre par des systèmes efficaces de gouvernance multi-niveaux. En 2016, la position commune africaine naissante sur le développement urbain et le nouvel agenda urbain de la communauté internationale seront l'occasion d'envisager différentes options pour articuler ces ambitieuses politiques d'urbanisation autour des stratégies de transformation structurelle de l'Afrique.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

**Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.**

**Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE** [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet [www.oecd.org/rights](http://www.oecd.org/rights)



**Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!**

© AfDB, OECD, UNDP (2016), *African Economic Outlook 2016: Sustainable Cities and Structural Transformation*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/aeo-2016-en